

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Montpellier, le 4 juillet 2022

### **DNB et langues régionales : rupture d'égalité institutionnalisée !**

Ce vendredi 1er juillet les élèves de 3ème composaient pour les épreuves d'Histoire-Géographie-Enseignement moral et civique et de Sciences du Diplôme National du brevet des collèges. Une vaste fuite avait été repérée, dès le jeudi 30 juin en fin d'après-midi, sur le réseau social « WhatsApp », fuite facilitée par la libéralisation de l'impression des sujets de l'épreuve. L'impression des sujets de secours (sujets B) de ces disciplines a été lancée, dans chaque collège, jeudi soir pour les épreuves du lendemain.

**Or, pour l'ensemble des collégiens des sections bilingues catalan et occitan de notre académie, dont l'épreuve du DNB est pour eux la validation d'un cursus bilingue accompli depuis la maternelle, le sujet B n'a pas été traduit en langue régionale.**

**Résultat : le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, les élèves bilingues ont passé leur épreuve de DNB sur le sujet A (traduit) complètement différent de celui de leurs camarades qui eux ont planché sur le sujet B !**

Cette rupture d'égalité dans le cadre d'une des épreuves terminales du Ministère de l'Education Nationale (MEN) pose plusieurs questions de fond sur la dérive institutionnelle concernant leur organisation :

- Pourquoi avoir délégué l'impression des sujets ?
- Pourquoi l'Education Nationale n'a pas prévu pour l'ensemble des sujets de secours concernés les traductions en langues régionales qu'elle enseigne ?
- Pourquoi ne pas avoir anticipé un tel risque de rupture d'égalité entre les candidats d'une épreuve terminale d'un diplôme national ?

Pour le SNES-FSU et les personnels enseignants, cette situation est un exemple concret de plus qui traduit la dérive institutionnelle du MEN visant, dans une pure logique idéologique, à faire perdre la valeur de la qualité du diplôme dans un contexte de libéralisation forcenée et d'autonomisation prouvant leur dysfonctionnalité ravageuse face à la valeur et au principe d'égalité de traitement de tous les candidats de cette épreuve nationale. Une fois de plus, nous demandons que l'Éducation nationale cesse de mépriser les élèves, leurs familles et les professeurs qui s'engagent dans l'enseignement des langues régionales.